

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Dossier

N° 326 du 08.03

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :

<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

Tiré a part

Faut-il gazer Gaza ? C'est à la « une » de la presse israélienne.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Rania Adel : Israël extermine, le monde se tait

2 Les brèves

2-1 Les Etats-Unis ont créé le terrorisme au Moyen-Orient

2-2 Rice, appelle à une reprise des négociations de paix.

2-3 Rice: Palestiniens et Israël "ont l'intention" de reprendre les négociations.

2-4 Un projet de résolution sur la Palestine présenté à Genève sous l'égide du MNA.

2-5 La visite de Rice soutient l'occupation pour perpétrer d'autres massacres contre les Palestiniens.

2-6 Manouchehr Mottaki : l'AIEA devrait inspecter l'arsenal nucléaire du régime israélien.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Pierre Barbancey : L'armée d'Olmert toujours prête à tuer.

3-2 Point de vue du Centre Palestinien d'Information : L'échec de l'opération « hiver chaud », vu par des Israéliens.

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

4-1 Affaire Mohammed al-Doura.

4-2 Daniel Vanhove : Sur le terme Genocide (suite)- Pour Vincents, François et bien d'autres...

4-3 Kifâh Zeboun : Les femmes du Hamas.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5 -1 Le sionisme : un projet politique explicite et sans changement.

5-2 Aviram Zino : augmentation du racisme en Israël.

5-3 Jean-François Goulon : Les crimes de l'Etat juif : après le Liban, Gaza.

---

Tiré a part

## Faut-il gazer Gaza ? C'est à la « une » de la presse israélienne

Publié le 7-03-2008

Dans la section « Opinions » du premier quotidien israélien, le Yediot Aharonot, un dément nommé Guy Bechor propose de **gazer l'entière population de Gaza, avec des lacrymogènes et pas du cyanure, bien sûr, l'Etat israélien étant par définition le plus moral du monde comme chacun sait.**

Voici la version en langue française de cette obscénité (pour la version en langue anglaise :

<http://www.ynetnews.com/articles/0.7340.L-3515655.00.html>

"Pas besoin de les tuer

Des mesures non-létales désorganisant la vie à Gaza sont peut-être la solution"

Par Guy Bechor, Yediot Aharonot

Si le Hamas amène 250.000 Israéliens à se ruer dans les abris anti-bombes, il pense qu'il a gagné. Et si nous tirons sur le Hamas et que des enfants et des civils sont tués, le Hamas a encore gagné. Enfin, la constitution d'une commission d'enquête sur ces faits serait un troisième échec pour nous.

Le Hezbollah a bien compris cette stratégie en trois étapes, et maintenant c'est le Hamas qui y a recours.

Comment gagner, alors ? **En changeant radicalement notre façon d'appréhender** les trois problèmes cités plus haut.

Qui a gagné les guerres du passé ? Ceux qui sont arrivés sur le champ de bataille avec de nouvelles technologies. La poudre à canon, le blindé chenillé, ou encore la bombe atomique, par exemple. Autrement dit, celui qui gagne, c'est celui qui change l'état des lieux et bat les cartes, celui qui introduit un élément nouveau et inconnu dans la guerre.

L'armée israélienne est capable de détruire complètement la bande de Gaza, mais elle ne peut pas le faire, parce qu'**on ne peut pas tuer la population civile.** Bien sûr, le Hamas en profite, et avec un cynisme cruel, il prend la population de Gaza en otage. Les vieux, les femmes et les enfants, voilà la profondeur stratégique des dirigeants terroristes. Sans la masse palestinienne, le terrorisme ne pourrait pas exister.

Alors j'ai une idée, qui pourrait être mise en œuvre **parallèlement aux opérations actuelles** de l'armée. Chaque fois qu'un missile est tiré, Israël riposte en direction de la population civile, en utilisant des armes non mortelles.

**Des canons à gaz lacrymogènes arroseraient la totalité de la bande de Gaza, à un rythme croissant. Des enceintes géantes, diffusant des sons terrifiants –sirènes, hurlements, bruits d'explosions- d'abord pendant 10 minutes, puis 15 minutes, et enfin pendant des heures. On pourrait y ajouter de la musique israélienne, ou des slogans du type « Tout ça, vous le devez au Hamas ». Ce serait une sorte de campagne de lavage de cerveau, sans cesse renouvelée, avec des niveaux sonores interdisant une vie humaine.**

Qu'on les peigne en rouge

Quand les Palestiniens tiennent des meetings de masse, des avions **épandraient de la peinture rouge sur des milliers de partisans du Hamas.** « Pourquoi de la peinture rouge ? », demandera-t-on, et cela permettra de populariser le système d'alerte aux missiles en cours de développement pour nos villes de Sderot et Ashkelon, qui porte le nom de code "Couleur Rouge".

Bien entendu, il faudra accompagner ces mesures d'un **désengagement complet** de Gaza : au minimum, il faut

couper l'approvisionnement en fioul fourni par une société israélienne de droit privé, ainsi que la monnaie en shekels que des camions apportent tous les mois.

D'après moi, après dix jours d'un tel régime, quand les habitants de Gaza auront été privés de sommeil, qu'ils auront eu les yeux brûlés par les lacrymogènes, que leurs oreilles bourdonneront et qu'ils se retrouveront peints en rouge, ils s'emploieront eux-mêmes à empêcher tout tir de roquettes vers Israël.

Ce qu'il y a d'**original avec mon idée**, c'est que personne ne pourrait accuser Israël, parce que c'est le Hamas qui porterait la responsabilité de déclencher, à chaque fois qu'il tire une roquette, les représailles en question. Et s'il y a des protestations de l'étranger, on pourra répliquer **qu'Israël ne tue pas, et ne fait qu'utiliser des matériels bien connus de maintien de l'ordre**.

Chaque roquette tirée, et actuellement il y en a des dizaines tous les jours, causera des désagréments sans fin aux Palestiniens. Comme cela au moins, les roquettes du Hamas toucheront aussi la population palestinienne.

Traduction CAPJPO-EuroPalestine

<http://libanresistance.blogspot.com/2008/03/gazons-gaza-et.html>

---

## 1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

### 1-1 Rania Adel : Israël extermine, le monde se tait

Palestine. Après plusieurs tentatives pour se débarrasser du Hamas, Israël a opté pour la manière forte, faisant un usage excessif de la violence et ne faisant aucune distinction entre activistes et civils.

Mercredi 5 mars 2008

Les négociations de paix entre l'Autorité palestinienne et Israël ne sont plus. Le président palestinien Mahmoud Abbass a en effet décidé de suspendre les pourparlers avec Tel-Aviv en réponse à l'offensive en cours dans la bande de Gaza qui a entraîné la mort de plus d'une centaine de Palestiniens, dont de nombreux civils, en cinq jours.

Après avoir proclamé dimanche jour de deuil national, M. Abbass a ordonné « la suspension des négociations (...) jusqu'à l'arrêt de l'agression (israélienne) », a déclaré un collaborateur du président palestinien à Ramallah, en Cisjordanie. Dénonçant un « holocauste », il n'est néanmoins pas allé jusqu'à proclamer la rupture des négociations menées sous l'égide des Etats-Unis et auxquelles le Hamas, qui a pris le contrôle de la bande de Gaza en juin, est hostile. Saëb Eraqat, chef des négociateurs palestiniens, a affirmé que les négociations de paix avec Israël étaient, pour l'heure, « enterrées sous les maisons détruites de Gaza ».

En brouille avec M. Abbass, le Hamas a appelé à la formation d'un cabinet d'union nationale d'urgence.

Côté israélien, Arye Mekel, porte-parole de la ministre israélienne des Affaires étrangères Tzipi Levni, qui conduit les négociations, a déclaré que la décision des Palestiniens était « une erreur » et a exprimé l'espoir que les discussions reprennent « dans un très proche avenir ». Mais Israël est loin d'arrêter ses incursions pour faire cesser les tirs de roquettes sur son territoire qui ont provoqué la mort, mercredi dernier, d'un habitant de Sderot, dans le sud du pays. Bien qu'accusé de faire un usage excessif de la force, il a menacé d'intensifier son offensive terrestre et aérienne. « Israël n'a pas l'intention d'arrêter le combat contre les organisations terroristes, ne serait-ce qu'une seule minute », a dit le premier ministre Ehud Olmert lors du conseil des ministres. « Cela ne se fera pas dans les deux jours, mais nous poursuivrons nos activités de toutes nos forces et nous devons nous préparer à l'escalade, parce que la grande opération terrestre est une réalité tangible », a de son côté assuré le ministre de la Défense Ehud Barak. M. Barak a avisé des pays amis qu'Israël préparait une offensive contre les activistes palestiniens à Gaza et son adjoint Matan Vilnai a prévenu ces derniers qu'ils s'exposaient à une « shoah » s'ils poursuivaient leurs tirs de roquettes contre l'Etat hébreu.

Les agressions israéliennes ont été dénoncées par presque toute la communauté internationale. A New York, Ban Ki-moon, secrétaire général de l'Onu, avait déploré un usage « excessif » de la force et réclamé l'arrêt de l'offensive de Tsahal. Dans une déclaration adoptée après cinq heures de débats, les membres du Conseil de sécurité ont, quant à eux, exprimé leur profonde inquiétude au sujet des pertes civiles et réclamé l'arrêt des violences. La Slovénie, qui assure la présidence de l'Union européenne, a condamné l'offensive israélienne jugée disproportionnée et contraire au droit international. Un communiqué de la présidence réclame aussi l'arrêt immédiat des tirs de roquettes. « La présidence (européenne) rejette la punition collective de la population de Gaza », dit notamment un communiqué publié peu avant le départ précipité du porte-parole de la diplomatie européenne, Javier Solana, pour Israël et la Cisjordanie.

#### **Le processus de paix menacé**

Devant la dégradation de la situation et les menaces pesant sur un processus relancé sous l'égide du président George W. Bush, la Maison Blanche a appelé dimanche à la fin des violences. La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, arrivée mardi dans la région, tâche pour sa part d'arrêter un engrenage qui pourrait broyer les nouvelles négociations de paix lancées en grande pompe à Annapolis (Etats-Unis) fin novembre. Profitant de sa visite, des voix se sont élevées pour demander à Mme Rice de s'impliquer davantage dans les pourparlers de paix, comme celle du roi Abdallah II de Jordanie. « Le temps presse et nous avons besoin que les Etats-Unis

soient complètement impliqués, qu'ils influencent le cours des discussions, qu'ils surveillent les progrès et qu'ils aident à réduire les divergences afin de parvenir à un accord final avant fin 2008 », a-t-il déclaré vendredi. Mais les Etats-Unis ont-ils vraiment l'intention de s'engager davantage ? Pour Scott Lasensky, un expert du Proche-Orient à l'USIP (United States Institute of Peace), la réponse est à la négative. « Sur le terrain, nous apparaissions n'offrir aucune idée utile pour résoudre le problème de Gaza. Et aux plus hauts niveaux, en termes de diplomatie, nous ne sommes même pas dans la même pièce », explique-t-il. Selon lui, « l'une des principales leçons des négociations passées est qu'Israéliens et Palestiniens ne peuvent pas être livrés à eux-mêmes, parce qu'il y a trop d'asymétries de pouvoir. Ça ne fonctionne tout simplement pas ».

Les analystes s'accordent sur le fait qu'aucune pression ne sera vraiment exercée sur Israël pour qu'il arrête son opération « hiver chaud ». Reste à savoir pour combien de temps durera cette agression israélienne ? De nombreuses raisons conduisent à penser que l'escalade actuelle entre Israël et le Hamas à Gaza va perdurer. L'Etat hébreu poursuivant des objectifs politiques à la fois à court et à long termes dans cette escalade. Séparer Gaza de la Cisjordanie, à la fois de facto et de jure, constitue l'élément majeur de la stratégie unilatérale israélienne, qui avait débuté avec l'évacuation de Gaza. Israël espère ainsi miner les aspirations palestiniennes quant à la constitution d'un Etat sur tous les territoires palestiniens occupés y compris en Cisjordanie et à Jérusalem. Cet objectif était derrière le blocus imposé dès l'accession au pouvoir du Hamas ; mais lorsqu'une brèche a été ouverte sur la frontière avec l'Egypte, la visée d'Israël a échoué, ce qui a contraint les Israéliens à repenser les choses, d'où l'escalade actuelle d'Israël sur Gaza. Mais le dilemme dans lequel se retrouvera bientôt Israël, c'est que s'il veut écraser le Hamas, le prix à payer sera une réoccupation complète de la totalité de la bande de Gaza, ce dont Israël a déjà une longue et amère expérience.

Source : Al-Ahram hebdo  
<http://hebdo.ahram.org/...>

---

## 2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 2-1 Les Etats-Unis ont créé le terrorisme au Moyen-Orient.

Le président iranien, Ahmadinejad, a affirmé dimanche que l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis en 2003 avait favorisé l'apparition de "terroristes" au Moyen-Orient.

"Il y a six ans, il n'y avait pas de terroristes dans notre région. Dès que les étrangers y ont mis les pieds, les terroristes sont apparus", a déclaré le président iranien lors d'une conférence de presse avec Abdel Aziz Hakim, le chef du puissant parti chiite, le Conseil suprême islamique d'Irak (CSII).

(AFP -02-03)

---

### 2-2 Rice, appelle à une reprise des négociations de paix.

Condoleezza Rice, qui a appelé à une reprise des négociations de paix suspendues.

"Nous sommes très préoccupés par les récentes violences qui ont soumis au feu trop de personnes innocentes", a-t-elle dit appelant Israël à "faire des efforts très sérieux pour épargner les vies innocentes".

Négociations de paix :

"Je pense que nous pouvons encore y parvenir", a-t-elle affirmé lors de cette conférence de presse. "Nous espérons une reprise de ces négociations le plus tôt possible", a-t-elle dit.

M. Abbas a cependant laissé planer le doute sur une éventuelle reprise des pourparlers, reprenant à son compte des déclarations de Mme Rice sur "les trois piliers" du processus de paix, à savoir, outre les négociations, une amélioration de la situation sur le terrain et l'application de la première phase de plan de paix international dit "La feuille de route" qui prévoit la fin des violences et l'arrêt de la colonisation.

"Les négociations sont importantes et nous y sommes attachés. Mme Rice a parlé de trois piliers, dont les négociations, mais les trois doivent aller ensemble", a-t-il dit.

Le chef de négociateurs palestiniens, Ahmad Qoreï a été plus clair. "Les raisons pour lesquelles les négociations ont été suspendues tiennent toujours. Lorsque elles seront levées, les négociations reprendront", a-t-il dit en se référant aux attaques à Gaza et à la poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie, notamment dans la région de Jérusalem.

A propos de Gaza, Mme Rice, qui a rendu le Hamas responsable de l'escalade de la violence, a répété que "les Israéliens ont le droit de se défendre" et insisté sur "l'importance de mettre un terme aux tirs de roquettes contre des civils israéliens".

(04 mars 2008 AFP)

---

### 2-3 Rice: Palestiniens et Israël "ont l'intention" de reprendre les négociations.

Palestiniens et Israël "ont l'intention" de reprendre les négociations de paix suspendues en raison des violences à Gaza, a annoncé mercredi la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice en affirmant que la conclusion d'une trêve "n'était pas une condition" à leur reprise.

"J'ai été informée par les parties qu'elles avaient l'intention de reprendre les négociations et qu'elles étaient en contact pour y parvenir", a déclaré la chef de la diplomatie américaine lors d'une conférence de presse à Jérusalem avec son homologue israélienne Tzipi Livni.

Elle a affirmé que la conclusion d'une trêve "n'était pas une condition" pour la reprise des négociations, contrairement à ce qu'avait affirmé plus tôt le président palestinien Mahmoud Abbas.

"Les négociations doivent reprendre mais après l'instauration d'une trêve", avait dit quelques heures plus tôt le président palestinien.

Rice a en outre annoncé la réunion la semaine prochaine, "probablement jeudi", d'une commission tripartite israélo-palestino-américaine chargée de superviser l'application de la Feuille de route, sous la direction de l'émissaire américain William Fraser.

M. Abbas a réclamé mercredi la tenue d'une telle rencontre.

La Feuille de route est un plan de paix international qui prévoit dans sa première phase l'arrêt des violences et le gel de la colonisation juive.

(Source : AFP / 05 mars 2008 14h11)

---

## 2-4 Un projet de résolution sur la Palestine présenté à Genève sous l'égide du MNA.

Un projet de résolution qui condamne avec fermeté l'escalade des agressions d'Israël contre la Bande de Gaza circule aujourd'hui au Conseil des droits de l'Homme dans cette ville.

Le texte sera présenté sous l'égide du Mouvement des pays non alignés, présidé par Cuba en ce moment, la Ligue arabe, la Conférence islamique présidée par le Pakistan et le groupe africain, selon PL.

Ce sera une seconde tentative pour placer Israël sur le banc des accusés, maintenant lors de la septième session du CDH, qui a débuté cette semaine et qui s'étendra jusqu'au 28 mars prochain.

Il se base sur la constante agression des droits de l'homme du gouvernement de Tel Aviv, avec des attaques et des incursions militaires dans les territoires palestiniens occupés, et plus spécialement sur les massacres perpétrés dans la Bande de Gaza.

Cuba, par l'intermédiaire de son ambassadeur à Genève, Juan Antonio Fernandez, en qualité d'actuel président des Non alignés, a impulsé des démarches, pour avancer le débat d'abord programmé pour la troisième semaine de mars.

GENEVE, le 5 mars. –

---

## 2-5 La visite de Rice soutient l'occupation pour perpétrer d'autres massacres contre les Palestiniens.

Hamas appelle à une enquête internationale autour des préparations américaines à une guerre civile

Le membre du bureau politique du mouvement Hamas, Ezzat Al-Rachaq, a appelé à l'ouverture d'une enquête internationale sur les compromissions de la direction américaine avec certains responsables de la présidence de l'autorité palestinienne et du mouvement Fatah pour déclencher une guerre civile dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, en soulignant que des dizaines de palestiniens sont morts depuis le début de l'exécution de ce plan, en mai dernier.

Il a dit que des milliers de palestiniens étaient menacés de mort par les tirs des putschistes dirigés par Mohammed Dahlan si le mouvement du Hamas n'avait pas agi pour faire échouer ce plan dans la bande de Gaza.

Al-Rachaq a exprimé son regret envers la position du président de l'autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, qui poursuit les demandes américaines et n'a pas joué son rôle en tant que président pour empêcher ce plan après l'avoir connu.

Il a ajouté dans une déclaration spéciale au centre Palestinien d'Information, aujourd'hui 5/3, que le rapport publié par le magazine américain n'a pas donné d'autres informations mais il s'est contenté de documenter les événements après que nous ayons dévoilés à l'opinion générale palestinienne, arabe et islamique le plan terroriste pour créer une guerre civile dans la bande de Gaza et en Cisjordanie sous la direction du coordinateur sécuritaire américain, le général, Keith Dayton.

Al-Rachaq a poursuivi que son mouvement appelle la communauté internationale, la nation arabe et islamique ainsi que les organisations juridiques et humaines à intervenir, immédiatement, pour ouvrir une enquête internationale et dévoiler ce complot.

Le membre du bureau politique du Hamas a affirmé également que ce document américain a démenti toutes les accusations du président Abbas contre le mouvement du Hamas en soulignant qu'il doit adopter des agendas nationaux et servir les intérêts du peuple palestinien en instaurant un dialogue responsable.

Le leader du Hamas a appelé le sommet arabe à adopter un plan pour unifier les palestiniens en insistant sur l'importance que le président Abbas réponde aux demandes populaires, nationales et morales en reprenant l'unité nationale palestinienne.

D'autre part, Al-Rachaq a considéré que les déclarations de la ministre américaine des affaires étrangères, Condoleezza Rice, qui a justifié les crimes et les massacres sionistes dans la bande de Gaza, ont donné une

couverture à l'occupation pour poursuivre ses crimes contre les civils palestiniens dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

Il a déclaré que les roquettes de la résistance palestinienne fabriquées localement viennent dans le cadre de la riposte aux crimes et agressions sionistes, en précisant que les forces occupantes ont tué plus de 140 citoyens palestiniens dont la plupart sont des enfants et des femmes, durant moins d'une semaine.

**Source : CPI**

<http://www.palestine-info.cc/...>

---

## 2-6 Manouchehr Mottaki : l'AIEA devrait inspecter l'arsenal nucléaire du régime israélien.

*Téhéran - Irna*

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Manouchehr Mottaki a déclaré que l'AIEA devrait inspecter l'arsenal nucléaire d'Israël, mettant cette question à l'ordre du jour.

Selon le bureau de presse du ministère des affaires étrangères, le chef de la diplomatie iranienne a fait cette déclaration dans une conférence sur le désarmement organisée à Genève.

Le ministre iranien des Affaires étrangères a réclamé également dans le monde entier le démantèlement des armes nucléaires.

Evoquant les défis auxquels la communauté internationale doit faire face en organisant la sécurité dans le monde, il a dit que les moyens militaires plutôt qu'une approche pacifique des problèmes basée sur la charte de l'ONU constitue une méthode dangereuse qu'il convient d'éviter.

« Les doctrines militaires qui sont basées sur l'agression ne sont pas justifiées à l'opposé de l'esprit et de la charte de l'ONU, » a-t-il déclaré.

Les sanctions économiques illégales et injustifiables imposées à d'autres pays, l'abus des organismes internationaux pour répondre aux intérêts de certaines puissances, qui n'hésitent pas à utiliser des allégations sans fondement contre d'autres pays sous de prétendus prétextes concernant la prolifération des armes nucléaires, mentant sur la réalité et trompant l'opinion publique mondiale constituent quelques-uns des défis qui se posent actuellement à la communauté internationale, a poursuivi Manouchehr Mottaki.

La communauté internationale s'inquiète de l'existence de milliers de têtes nucléaires stockées dans les arsenaux de quelques puissances nucléaires, a-t-il rappelé, et n'hésitent pas à utiliser leur veto pour les droits illégitimes de certaines puissances, a dénoncé Manouchehr Mottaki.

« Les armes nucléaires sont aussi illégales que des armes chimiques et microbiologiques et leur illégitimité devraient être confirmées par des conventions interdisant la prolifération des armes nucléaires, » a-t-il dit.

Le régime sioniste dispose en toute illégalité d'armes à destruction massive qui doit être désormais considéré comme une source de menace et d'insécurité dans la région du Moyen-Orient, a affirmé le chef de la diplomatie iranienne, dénonçant la politique du double jeu face à la politique illégale du régime sioniste en matière d'activités nucléaires.

« Pourquoi le gouvernement français en collaboration avec un autre pays a-t-il équipé le régime sioniste des armes nucléaires, » a dit Manouchehr Mottaki.

L'Iran avec d'autres pays qui sont conscients de cela souhaite poser la question à la communauté internationale, a-t-il encore dit.

04-03

Pour le ministre iranien, "il faut commencer des négociations pour parvenir à une convention sur l'interdiction des stocks et de la production d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive".

Devant la Conférence du désarmement, il a remis en question la possession d'armes nucléaires par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU.

"Les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale se sont arrogés ce droit et l'ont imposé à la communauté internationale", selon M. Mottaki.

"Aujourd'hui, le droit de veto et le droit de détenir des armes nucléaires est devenu une monnaie d'échange pour obtenir des droits illégitimes", a-t-il soutenu.

L'Iran, qui affirme avoir lancé une première fusée spatiale le 4 février, a également soutenu la proposition russo-chinoise d'interdire les armes dans l'espace.

Le projet, présenté le 12 février par la Russie devant la Conférence du désarmement, vise à interdire le déploiement de tout type d'arme dans l'espace ainsi que le recours à la force et la menace de recourir à la force contre des objets spatiaux.

Les Etats-Unis se sont opposés à l'élaboration d'un tel traité.

(AFP)

---

## 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

## 3-1 Point de vue de Pierre Barbancey : L'armée d'Olmert toujours prête à tuer .

Mardi 4 mars 2008

Bande de Gaza . Les chars israéliens ont laissé derrière eux plus d'une centaine de morts palestiniens. La responsabilité de la communauté internationale est directement engagée.

« Ce n'est pas l'enfer, c'est la fin du monde. » De son village d'Abassan, dans le sud de la bande de Gaza, Zoher explique ainsi à l'Humanité ces terribles derniers jours. Près de chez lui une bombe a dévasté la maison d'un des chefs militaires du Hamas. À Rafah, c'est la mosquée qui a été endommagée par les tirs israéliens.

### **Un massacre planifié**

« Il est impossible de décrire l'angoisse qui a saisi les femmes et les enfants », dit-il en parlant des survols incessants des avions F16, des hélicoptères Apache et autres drones, tous aussi meurtriers les uns que les autres. « On n'arrête pas d'enterrer les morts. » Dimanche, il est allé manifester avec les militants du Fatah, à Khan Younes. « Nous avons exigé de Hanniyeh et de Zahar (deux dirigeants de l'organisation islamique - NDLR) qu'ils nous rendent les armes qui nous ont été prises en juin dernier. Nous aussi nous allons défendre notre terre contre l'occupant israélien. » Un même défilé se déroulait, hier, cette fois à Gaza City.

Le calme était en partie revenu lundi, marquant ainsi une accalmie dans l'opération « Hiver chaud » (sic). Les blindés israéliens avaient totalement évacué le camp de réfugiés de Jabaliya (au nord) où une trentaine de maisons ont été détruites. Les chars se sont redéployés au voisinage immédiat de la frontière avec Israël ou du côté israélien. Personne ne se fait d'illusion. « Après avoir détruit le nord de la bande de Gaza, est-ce qu'ils ne vont pas entrer par le sud ? » se demande Zoher. Surtout, le premier ministre israélien, Ehud Olmert, a affirmé que l'armée allait continuer ses opérations contre le Hamas dans la bande de Gaza après la fin d'une offensive meurtrière de deux jours où plus de 70 Palestiniens ont été tués (plus de 100 depuis mercredi, dont de nombreux femmes et enfants. « Nous sommes toujours au coeur de la bataille et il ne s'agit pas d'une frappe ponctuelle », a-t-il déclaré devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense du Parlement. Il a ajouté que « ce qui s'est passé ces derniers jours n'est pas un incident isolé. » Il a souligné que « tout est possible », évoquant d'éventuels « raids aériens, incursions terrestres, et opérations de commandos. Le Hamas doit encore s'attendre à subir ce que nous allons faire et avec quelle ampleur », a-t-il insisté. Comme l'indique

Olmert, tout est maintenant en place pour une opération de plus grande envergure. Il a d'ailleurs réaffirmé que l'objectif des opérations israéliennes était « une réduction radicale des tirs de roquettes (contre Israël), un affaiblissement du régime du Hamas au point qu'il sera incapable de contrôler la bande de Gaza ». Toujours selon Olmert, un tel résultat ne pourra être atteint que par une campagne « systématique mettant en oeuvre une gamme élargie de moyens » sur le terrain.

### **L'europe coupable ferme les yeux**

En réalité, cette suspension de l'offensive israélienne doit beaucoup à la venue dans la région de la secrétaire d'État américaine, Condoleezza Rice. Non pas qu'elle se soit élevée avec véhémence contre le massacre de civils perpétré par Israël. Mis à part le secrétaire général de l'ONU, les réactions internationales ont d'ailleurs été assez réservées, voire discrètes, à l'image de la France qui, avec Nicolas Sarkozy et Bernard Kouchner, est habituellement donneuse de leçon. L'argument est toujours le même : il y a égalité entre les tirs de roquettes partant de la bande de Gaza et les offensives israéliennes. En termes humains, il n'y a aucune comparaison et dans le domaine politique encore moins puisque Israël est une force occupante, considérée comme telle par les résolutions de l'ONU et qu'à ce titre il devrait se conformer aux conventions de Genève. Ce qui n'est pas le cas. Pour Rice, il n'était évidemment pas question d'être poussé dans ses retranchements alors qu'après la guerre en Irak sa diplomatie parvient à renforcer les liens distendus avec l'Égypte et l'Arabie saoudite. Washington a pourtant les moyens de faire pression sur Israël. Olmert peut bien se prononcer pour une reprise des négociations avec l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas (ce dernier les a suspendues au moment de l'offensive israélienne), estimant que, faute d'une perspective de paix, « il n'y aura pas moyen d'empêcher que la Cisjordanie se transforme en un nouveau Gaza ». Il ne saurait faire oublier que les négociations initiées à Annapolis (États-Unis), au mois de novembre, achoppent sur la poursuite de la colonisation, non pas à Gaza mais en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. D'autre part, les tirs de roquettes ne seront pas arrêtés par la répression militaire mais par le renforcement des acteurs de paix et l'unité retrouvée du peuple palestinien.

Alors qu'il faut s'attendre, dans les prochains jours, voire les prochaines semaines, à une reprise des incursions militaires israéliennes dans la bande de Gaza, la responsabilité de la communauté internationale est posée.

L'Union européenne et le Conseil de sécurité de l'ONU, si prompts à voter des sanctions contre l'Iran, n'ose même pas imaginer faire de même vis-à-vis

d'Israël. Pourtant Tel-Aviv bafoue le droit international et empêche la création d'un État palestinien, condition pour que les Israéliens puissent vivre en paix et que les familles palestiniennes ne comptent pas chaque jour un mort de plus en leur sein.

Pierre Barbancey

Source : Le Web de l'Humanité

05-03

<http://www.humanite.fr/...>

---

## 3-2 Point de vue du Centre Palestinien d'Information : L'échec de l'opération « hiver chaud », vu par des Israéliens.

5 mars 2008  
Al-Quds – CPI

« L'opération de l'armée menée au nord de Gaza était un échec. Mettez le mot ECHEC devant vous. Elle n'a réalisé un seul vrai objectif ».

Ce texte n'est pas écrit par un Palestinien ou par un Arabe, mais tout simplement, il fait partie des critiques données par des responsables politiques et militaires israéliens.

Les critiques vont bon train. Elle est faible, incapable, cette armée israélienne. Elle n'est pas prête à s'engager dans de vrais combats, notamment dans des zones densément peuplées. Elle s'est engagée dans un combat sans but, sans une vision stratégique, enfin, sans résultats. Pire, après tout, l'initiative reste entre les mains du Hamas. C'est lui qui « dicte les règles du jeu de la guerre d'usure actuelle ». Certains résument la situation en disant « qu'il n'existe pas de solution pour le problème autrement que par un dialogue avec le Hamas ».

### **Entrer et sortir pour rien !**

Amir Tsouria écrit dans la presse israélienne, commentant la retraite des forces de l'occupation de Djabalia, au nord de la bande de Gaza : « Ils sont sortis comme ils étaient entrés ». Les missiles continuent à pleuvoir sur Israël, 40 à 50 missiles par jour. « De nos jours, l'armée n'est pas prête à mener un combat de longue haleine », ajoute cet écrivain israélien.

De son côté, Ben Casbet écrit, dans le journal hébreu Maariv : « La résistance palestinienne découvre l'efficacité de l'arme "sauterelle". Elle a goûté la possibilité de paralyser une ville entière en Israël. C'est très dangereux de prendre goût à une telle pratique. On peut s'y habituer ».

### **L'initiative**

L'écrivain Cobi Nivali insiste, dans le journal Maariv, que l'initiative est désormais aux mains de la résistance palestinienne. C'est elle qui impose les règles de la guerre actuelle d'usure.

Il constate que l'armée israélienne n'a réussi aucun des quatre objectifs déclarés par le ministre de la guerre Ehud Barak. Stopper le feu d'Al-Qassam. Mettre fin à la contrebande dans l'axe de Philadelphie. Affaiblir, et même faire tomber le gouvernement du Hamas. Se détacher totalement de Gaza.

En tout cas, ils sont irréalisables, ces objectifs. « Nous faisons un seul corps avec les Palestiniens ».

Il se moque du ministre de la guerre en disant : « Il est impossible de se détacher de Gaza, sinon par une tranchée, si profonde qu'elle coupe la bande de Gaza du globe terrestre... »

### **La vision stratégique**

Pour sa part, Méhahem Clayn, professeur universitaire à Tel Aviv, fait partie de ceux qui croient qu'il n'y a aucun sujet de joie ou de quoi crier victoire. Il insiste sur l'absence de toute vision stratégique. Egalement, il insiste sur les conséquences désastreuses de l'opération sur les intérêts vitaux de l'Entité sioniste.

« Israël est un géant aveugle qui frappe sans aucun but politique », écrit-il dans le journal hébreu Yadiot Ahranot. « Cette opération n'a pas stoppé les missiles. Elle a affaibli Mahmoud Abbas de façon considérable. Elle montre encore une fois qu'Israël ne comprend pas les Palestiniens », exprime cet académicien sioniste spécialiste du conflit arabo-sioniste.

Quant au général réserviste Yacof Amidor, il constate que le gouvernement d'Olmert n'a qu'à faire comprendre aux habitants de Gaza, au Hamas et au monde entier qu'il y aurait une opération plus sanguinaire, s'il n'a pas eu un autre choix. Toutefois, le gouvernement continuera ses opérations, ajoute-t-il, jusqu'à ce qu'il comprenne, lui-même, qu'il faut « engager des négociations avec le Hamas, sinon réoccuper Gaza ».

### **Les missiles de la résistance**

De son côté, Emanuelle Sivan, chercheuse orientaliste, croit en la nécessité de négocier avec le Hamas, du moins en ce qui concerne les missiles qui sèment la terreur dans les colonies sionistes.

Au sein même du gouvernement d'Olmert, il y a des voix qui s'élèvent contre cette affreuse campagne militaire. Elle a laissé plus de 120 tués et plus de 350 blessés, en majorité des civils. Elle n'a pas réussi à créer une nouvelle réalité politique, croit Ami Aylon, ministre sans portefeuille. Il appelle à un rapide dialogue avec la résistance palestinienne pour pouvoir stopper les missiles qui frappent de plein fouet les villes de Sdérot, Asqalan et d'autres localités israéliennes.

La ministre israélienne de l'éducation a sollicité son gouvernement pour qu'il entame immédiatement des négociations avec la résistance palestinienne. La situation devient insupportable au sud de l'Entité sioniste.

Ces critiques et appels ne viennent pas de rien. Ils sont basés sur des données politiques, militaires et sécuritaires. Les forces de l'occupation israélienne arrivent à un point dangereux d'incapacité et de déprime.

En définitive, ces critiques représentent un aveu bien explicite de l'impossibilité d'anéantir le Hamas, de bâillonner la résistance, de stopper les missiles, même en utilisant au long du temps les armes les plus sophistiquées. Il faut savoir que le Hamas est une organisation politique et religieuse engendrée par la résistance palestinienne. Une résistance qui défend la terre, les droits, les lieux saints palestiniens... Le Hamas est enraciné dans la conscience du peuple palestinien qui croit en lui, en sa vision, en ses programmes...

**Source : CPI**

[http://www.palestine-info.cc/...](http://www.palestine-info.cc/)

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

## 4-1 Affaire Mohammed al-Doura.

L'avocat du journaliste et de France-2, Me Francis Szpiner, a demandé à la cour d'appel de confirmer le jugement prononcé par le tribunal correctionnel.

L'avocat général de la cour d'appel de Paris a requis mercredi soir la confirmation de la peine prononcée contre Philippe Karsenty, directeur de l'agence Media Rating, condamné à 1.000 euros d'amende en octobre 2006 pour diffamation contre le correspondant de France-2 à Jérusalem Charles Enderlin.

Outre les 1.000 euros d'amende, Philippe Karsenty avait été condamné à verser un euro de dommages et intérêts à Charles Enderlin et à la chaîne publique.

L'avocat général, Antoine Bartoli, a lui aussi demandé cette confirmation, estimant qu'il n'y avait pas eu "d'enquête sérieuse" du directeur de Media Rating.

La décision a été mise en délibéré au 21 mai.

Le prévenu Karsenty avait accusé le journaliste Charles Enderlin d'avoir "mis en scène" la mort d'un petit Palestinien sous les balles israéliennes en 2000.

Les images de France-2 diffusées le 30 septembre 2000 au journal de 20h avaient fait le tour du monde.

On y voyait le jeune Mohammed al-Doura, 12 ans, mourir dans les bras de son père sous une rafale de balles. Le garçon est vite devenu un martyr dans le monde.

Sur le site web de son "agence de notation des médias", Philippe Karsenty avait exigé en novembre 2004 la démission de Charles Enderlin et de la directrice de l'information de France-2, Arlette Chabot. Il affirmait que le journaliste avait diffusé "un faux reportage" dans lequel on aperçoit "une série de scènes jouées". Philippe Karsenty en concluait que le reportage sur la mort du petit Mohammed était "une pure fiction" et une "imposture médiatique".

Il a campé sur sa position mercredi à l'audience, affirmant que ce jour-là à Gaza s'était déroulé "le tournage d'une mise en scène". Il a cependant estimé que le correspondant de France-2, qui se trouvait à Ramallah au moment des faits, avait été trompé par son cameraman présent sur place. "Il y a une industrie du faux reportage", a-t-il également accusé, insinuant que les agences de presse présentes sur les lieux avaient couvert l'affaire.

Il s'agit de "l'accusation la plus grave qu'on peut proférer à l'encontre d'un journaliste, celle de bidonnage", a lancé Charles Enderlin, réitérant sa "confiance totale" en son cameraman. Il a noté que ce dernier n'avait jamais été mis en cause par Israël.

Une enquête réalisée par Tsahal sur les conditions du décès du petit Mohammed a conclu à la probabilité que l'enfant ait été victime d'une balle perdue palestinienne.

Une thèse que Charles Enderlin avait relayée quelques jours après le reportage initial.

L'audience a également été consacrée au visionnage des rushes de France-2, ces images qui n'ont pas été exploitées dans le reportage, et d'autres chaînes ou agences d'images, comme l'Associated Press Television News (APTN).

Sur les rushes de la chaîne publique, l'enfant, allongé à côté de son père, relève le bras alors que le reportage se terminait sur la scène du petit Mohammed, sans vie dans les bras de son père.

(27 février 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)

---

## 4-2 Daniel Vanhove : Sur le terme Genocide (suite)- Pour Vincents, François et bien d'autres...

Merci à Paul Delmotte pour son *grain de sel* apporté au débat sur l'opportunité d'utiliser ou non le terme « génocide » dans le conflit israélo-palestinien.

En citant mon nom dans son commentaire, il me permet d'y ajouter un peu de poivre, au risque d'épicier le débat...

D'emblée, je voudrais rectifier une chose : je ne m'autorise le terme « génocide » (cela figure en toutes lettres dans mon texte initial), qu'accompagné de la nuance qu'y apporte Ilan Pappé, le qualifiant de *génocide lent*. Dans une société surmédiatisée comme la nôtre où la caricature grossière l'emporte souvent sur la finesse du trait, et où il est devenu fréquent de se faire réduire voire enfermer dans l'interprétation de ses propres propos, je pense que cette nuance n'est pas rien. Particulièrement quand il s'agit d'un sujet d'une telle gravité.

Ensuite, plutôt que d'estimer *vicelard* de demander si l'on attendra que le dernier Palestinien ait été assassiné pour utiliser le mot « génocide », ne faudrait-il pas saisir l'occasion pour pointer que dans l'évolution souvent agitée de l'histoire des peuples, cette définition arrive toujours « après » les drames ? Soulignant par-là même, notre incapacité à les prévoir ! Si certains semblent dès lors très compétents dans leur analyse des faits qu'ils commentent a posteriori, ils paraissent dans le même temps bien incapables d'éclairer de leur science les événements qui se préparent... Ressentir cette question comme *vicelarde*, ne renvoie-t-il pas à cette part de nous-mêmes dont je parlais, quand j'évoquais le non règlement d'une certaine culpabilité de ceux-là tellement attachés à la cause qu'ils servent ? Et renvoyer la question à ceux qui l'ont formulée sous forme de métaphore en les chargeant de *souçonner de trahison* tous ces dévoués à la cause qu'ils défendent, n'est-il pas précisément un moyen subtil de l'esquiver ? Penser que cette question ne relèverait que d'une *simple problématique de*

*culpabilité* me paraît quelque peu léger voire sommaire dans l'approche... quand on sait le travail complexe à produire sur soi parfois pendant de longues années, pour résoudre ces questions à tiroirs, et que beaucoup n'ont probablement jamais effectué, ni même entamé... Lors des préparations des candidats aux Missions d'observation dans les Territoires palestiniens, la première démarche que je leur proposais était de s'interroger sur leurs motivations profondes d'un tel choix. Et de ne pas se satisfaire de réponses toutes faites...

En outre, il ne suffit pas de *suivre* une cause (et le terme *suivre*, mis entre guillemets dans le texte, me laisse perplexe), même *depuis 30 ans*, pour se penser à l'abri de tout sentiment de culpabilité, quand on sait comment celle-ci peut parfois se nicher en des endroits insoupçonnés de l'individu. De même, le recours à un tel argument, serait-il LE critère de référence, quand il est régulièrement repris dans tout débat où *l'expérience* le dispute au *changement*, un peu comme entre H. Clinton et B. Obama aujourd'hui ? N'illustrerait-il pas plutôt l'ultime argutie... quand l'on manque d'éléments probants ? Pas davantage, me semble-t-il, cette durée n'autorise-t-elle à se penser exonéré de toute responsabilité quant aux résultats que l'on peut vérifier sur le terrain, de l'amélioration ou non de la cause que l'on défend... Evidemment, une telle démarche nous renvoie une nouvelle fois à nous-mêmes, et à notre aptitude à remettre certains de nos choix en question. Mais devant la dégradation continue de la situation palestinienne, n'est-il pas temps de se demander si les formes de soutiens actuels y sont encore adaptées, et particulièrement face à l'adversité qui ne lésine pas sur les moyens ? Autrement dit, n'est-il pas urgent de reconsidérer nos manières de penser, d'agir et nos protestations... souvent sans lendemains ?

Par ailleurs, Paul Delmotte s'appuie bien sur des chiffres (*150.000 devenus plus d'un million*) pour justifier son choix de ne pas utiliser le terme « génocide ». Il y a donc bien une notion quantitative qui s'insinue dans cette approche, comme je l'évoquais aussi dans mon texte original. Je reviens donc à la question posée alors : combien de victimes faut-il aux yeux des plus frileux quant à son utilisation pour « accéder » à ce terme, voire pour le « mériter » ? Ou encore, si l'usage de ce mot n'est pas lié à une question de nombre de victimes, le serait-il à une question de moyens utilisés ? Et dans ce cas, à partir de l'emploi de quelles sordides techniques oserait-on utiliser ce mot réservé, voire tabou au vu des réactions qu'il suscite ? Faut-il nécessairement des chambres à gaz ou des fosses communes ? Quand celles-ci prennent les formes insidieuses d'une asphyxie organisée d'un peuple à genoux par privation progressive de tout (et aujourd'hui, eau, énergies, médicaments compris), négation identitaire et transferts de populations, usage de technologies militaires sophistiquées pour massacrer délibérément des civils exténués dont nombre de femmes et d'enfants, cela n'est-il pas suffisant pour craindre qu'un « lent génocide » se déroule sous nos yeux ?

Et dès lors, pourquoi *la vraie question* à se poser serait-elle de s'interroger sur les raisons qui poussent certains à l'utilisation du terme « génocide », et ne serait-elle pas de se demander pourquoi d'autres s'en interdisent l'usage ? Ce n'est pas parce que ce terme est utilisé qu'il empêche de parler dans le même temps de nettoyage ethnique, de crime contre l'humanité, d'extermination d'innocents préalablement emprisonnés collectivement dans un camp géant ou encore de sociocide... Une nouvelle fois, dans mon texte initial j'utilise avec prudence certains de ces termes pour marquer l'escalade dans la répression imposée aux Palestiniens. Mais pourquoi s'arrêter en chemin ? L'armée et le gouvernement d'Israël s'arrêtent-ils dans leurs techniques toujours plus mortifères infligées aux populations occupées ? Si certains en doutent, je les renvoie aux statistiques macabres du nombre de victimes dont la liste n'a de cesse de s'allonger furieusement... et particulièrement, ces derniers mois (l'Etat major israélien vient de se féliciter de l'augmentation du nombre de victimes palestiniennes d'une année à l'autre !)

D'autre part, et pour répondre plus directement à la question, si certains utilisent le terme de « génocide », c'est peut-être pour tenter de réveiller une Communauté internationale apathique depuis 60 ans que dure une Naqba dont beaucoup (même chez les militants) ne comprennent pas qu'elle n'a jamais cessé ! Et pour ainsi, en alerter l'opinion... Le rappel cette année de ce lugubre 60<sup>e</sup> anniversaire risque bien d'oblitérer le fait que cette catastrophe, même si elle a connu quelques plages de rémission toute relative, n'a jamais quitté l'esprit de l'administration israélienne qui entend bien la poursuivre, puisque justement, le manque de courage (y compris dans la sémantique) et l'indifférence de cette même Communauté internationale lui ont démontré à maintes reprises, la totale impunité dont elle bénéficiait ! Dès lors, appréhendée sur une aussi longue période, peut-être que le terme arabe Naqba pourrait-il s'enrichir d'une signification supplémentaire, genre *génocide*...

Ainsi, nonobstant quelques remarques judicieuses dans la réflexion de Paul Delmotte, et avec les réserves que l'on peut émettre sur certaines positions de l'ONU, je ne peux m'empêcher de souligner que les références onusiennes auxquelles je renvoie permettent un consensus sur la question, en lieu et place de l'avis d'untel ou d'un autre sur un sujet aussi grave que délicat. Et si je me permets d'insister autant sur la chose, c'est pour rappeler que ces références ont pour objet non seulement la *Répression* du Crime de génocide, mais aussi sa *Prévention*. Ce qui me paraît tout à fait essentiel. \*

Dans une société de plus en plus infantilisée (et infantilisante) où nombre de parents et d'éducateurs ont souvent démissionné face aux jeunes dont ils sont pourtant responsables, l'on assiste aujourd'hui à la généralisation (et bientôt la banalisation) d'une seule forme d'attitude (bien misérable) quant à son organisation : la répression. Il n'est de semaine ou de mois qui passe sans subir de nouvelles mesures répressives censées apporter plus de sécurité à une population... dépassée sur bien des fronts par le résultat des démissions successives des adultes qui la constitue. Mais dans le même temps, ne conviendrait-il pas d'expliquer que toute nouvelle répression en guise de solution sécuritaire comporte en elle son propre aveu d'échec ? Et qu'il est regrettable qu'en lieu et place d'une société qui multiplie les lois liberticides, elle ne soit plus capable d'initier des politiques de prévention, à tous

niveaux... Cela nous renvoie une fois encore à nous-mêmes... et à notre incapacité de plus en plus avérée d'assumer nos responsabilités, dans tous les domaines, y compris semble-t-il, dans celui du vocabulaire utilisé dans certaines des circonstances de la vie...

Ne préfère-t-on pas « demandeurs d'emploi » à chômeurs, « mal entendants » à sourds, « pays en voie de développement » à tiers-monde, « collaborateurs » à salariés, et ainsi de suite... dans cette sémantique aseptisante, mielleuse et combien démagogique.

En outre, s'il me paraît évident qu'il faille refuser tout rapprochement avec une quelconque forme de racisme et de négationnisme, et s'il me paraît tout aussi évident qu'il faille poursuivre le travail d'un vrai devoir de mémoire par rapport aux multiples tragédies qui balisent la marche du monde, il convient dans le même temps de refuser de se prêter à une quelconque hiérarchisation des victimes, même et y compris dans la stratégie utilisée pour en parler. Ce que la dernière initiative du Président Sarkozy en terme de mémoire, risque bien de provoquer... Et s'il est hors de question de mettre un signe d'égalité *entre Auschwitz et Abou Ghraïb*, cela devrait valoir également entre la machine de guerre israélienne et la résistance palestinienne que chaque déclaration officielle, même de la part de ces fervents défenseurs de la cause, n'oublie jamais de condamner au nom d'une équidistance de salon, à travers l'une ou l'autre petite phrase empreinte de repentir. L'aliénation (consciente ou non) dont je parlais n'est peut-être pas si éloignée que d'aucuns l'affirment !

Enfin, à la question posée par Enzo Traverso à travers le texte de Paul Delmotte de «...se demander si, après *Auschwitz*, nous pouvons encore tolérer *Guantanamo et Abou-Ghraïb* », il conviendrait surtout de concéder la seule réponse dont nous sommes encore capables : l'amer constat que ces lieux existent, perdurent, et sont l'ancre de déshumanisations et de tortures dont certains de nos gouvernements légalisent aujourd'hui l'usage ! Retour à la case départ, ou en d'autres mots, encore et toujours à nous-mêmes et à notre incapacité actuelle à empêcher ce genre de dérive...

Pour terminer, *restons sérieux* en effet, et devant le constat de tels échecs, réduisons quelque peu nos prétentions à nous présenter aux yeux du monde comme modèles d'Etats démocratiques (en avouant qu'ils sont bien malades) ; arrêtons de donner des leçons d'éthique aux différents pays dont nous persistons à garder le contrôle (les exemples sont multiples) ; reconnaissons qu'après 60 ans d'inefficacité à améliorer le sort du peuple palestinien, nous sommes vraiment mal placés pour leur accorder ou non le droit à se défendre comme ils l'entendent (même par l'usage de roquettes Qassam faisant plus de peur que de mal) ; travaillons plus et mieux à dénoncer et empêcher que perdure encore ces 60 années de meurtrière Naqba (qui, avec ce recul s'apparente bien à un lent génocide) ; apprenons à anticiper au lieu de suivre (ce qui permettrait peut-être d'agir avant et non de ré-agir après) ; et en attendant, évitons définitivement le genre de formule *plus jamais ça* (aussi simplistes qu'inopérantes) !

Enfin, je voudrais rappeler que tout non-violent qu'il fut, lorsqu'un journaliste demanda un jour à Gandhi quelle eut été sa position face à la seule alternative possible entre la violence et la lâcheté, celui-ci répondit : « *La violence, sans hésiter !* »

\* Dans la Convention des Nations Unies du 9 décembre 1948 pour la Prévention et la Répression du Crime de génocide, celui-ci s'entend lorsque l'un des actes ci-après est commis dans l'intention de détruire, tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

a - Meurtre de membres du groupe ;

b - Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ;

c - Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ;

d - Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ;

e - Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Daniel Vanhove –  
Observateur civil  
07.03.03

---

#### 4-3 Kifâh Zeboun : Les femmes du Hamas.

Nous le savons. Depuis toujours, la femme musulmane est, pour beaucoup (mais pas tous heureusement) de nos intellectuels occidentaux, nos orientalistes et nos hommes ou femmes politiques, le nerf de guerre qui permettrait de « moderniser » et de « civiliser » les musulmans et d'en faire des gens mondains et raffinés.

C'est pour cela il ne se passe pas une occasion sans que ces grands esprits héritiers des Lumières ne nous chantent les louanges d'une héroïne nouvelle, ou remise à neuve, présentée comme une femme musulmane émancipée, ni pute ni soumise, et qui lutte contre « l'obscurantisme » de l'Islam et le machisme de ces hommes. Et voilà qu'un autre type de femmes musulmanes se montre au grand jour. Elles sont convaincues, cultivées, et elles se battent à côté des hommes. Elles dérangent alors beaucoup.

Voici le portrait de ces femmes « soumises ».

Le mouvement de la résistance islamique ( Hamas ) a largement réussi à gagner ses derniers combats ( politique et militaire ), voire à briser le blocus imposé à Gaza en détruisant les barrières aux frontières avec l'Égypte. Les hommes du mouvement, qualifiés de durs par leurs adversaires, n'étaient pas les seuls à être derrière ces succès, bien au contraire, le mérite revenait souvent à une « armée » organisée qui, parfois, était en tête de ces batailles, ou qui se battait comme un soldat inconnu, ou qui, d'autres fois, était la tête de lance du Hamas. C'est « l'armée des femmes du Hamas ».

Nous n'exagérons pas en disant « l'armée des femmes du Hamas », car c'est une armée bien organisée dont le rôle s'est révélé fort et important dans son soutien au mouvement, lui permettant de gagner les dernières élections législatives en 2006.

Et c'est cette même armée qui a forcé le passage frontalier à Rafah le mois dernier, en sensibilisant l'opinion publique et en gagnant sa sympathie avant l'arrivée des hommes avec les explosifs.

Aussi, dans les festivals « islamiques » du Hamas, contrairement à ceux du Fatah le « laïc », dans les campagnes électorales, dans les universités et les écoles, et dans les villes, les villages et les rues, on trouve les femmes du Hamas assurant une présence forte, remarquable, et apportant un grand support.

Elles lèvent les drapeaux, elles sortent dans les manifestations, elles lancent les cris d'Allahu-Akbar, elles apportent leur soutien, elles forment des délégations pour rendre visite, pour encourager et pour appuyer, et elles organisent des cercles de discussion dans les maisons et les mosquées. Beaucoup de ces femmes dirigent des associations, des écoles, et des institutions caritatives islamiques.

Ceci est, pour beaucoup d'observateurs, un paradoxe qu'ils n'arrivent pas à expliquer, car ils supposent, comme prétendent les adversaires du Hamas, que ce mouvement est « plus dur et plus fermé » en comparaison avec la liberté présumée donnée aux femmes du Fatah, un mouvement qui a toujours insisté sur les droits des femmes dans l'égalité et dans les rôles de direction.

Il est probable que la divergence entre le Fatah et le Hamas soit apparue profonde depuis le début du deuxième Intifada, où le Fatah avait autorisé à ses femmes de participer activement dans la résistance contre l'occupation. Ce n'était alors ni un sujet d'étonnement ni un sujet de polémique pour personne, car le Fatah avait déjà envoyé Dalâl Al-Maghribi en 1978 avec 11 autres fidayîn à travers la mer, pour réaliser l'une des opérations les plus célèbres où 36 israéliens furent tués. Et en 2002, les brigades des martyrs d'Al-Aqsa, le bras armé du Fatah, ont envoyé, au début du deuxième Intifada, la première fille à se faire exploser pendant l'Intifada.

Wafaa' Idrîss était une militante dans le mouvement Fatah, elle était belle et elle travaillait au croissant rouge palestinien. Elle s'était fait exploser le 27 janvier 2002 en touchant plus de 70 Israéliens à Jérusalem-Ouest. Le 30 janvier 2002, les brigades des martyrs d'Al-Aqsa ont revendiqué l'opération en déclarant : « C'est la femme martyre héroïque, et fille fière des brigades, Wafaa' Ali Idrîss, âgée de 26 ans et habitante la citadelle d'endurance du camp Al-Amaari, département de RamAllah, qui a accompli l'opération ».

A l'époque, le Hamas freinait la participation des femmes à la résistance, notamment la réalisation des opérations martyres. Des dirigeants du mouvement avançaient alors comme prétexte la nature traditionnelle conservatrice de la société palestinienne, et des recommandations religieuses qui interdisaient l'éloignement de la femme ou son voyage sans la compagnie d'un homme `mouhram` (*son mari ou un homme qui ne peut se marier avec cette femme comme le père, l'oncle, le frère, etc., afin d'assurer sa protection, ndt*). Mais ceci n'était pas la position de tous les mouvements islamiques. A titre d'exemple, le mouvement du Djihad Islamique envoyait ses femmes pour accomplir ce genre d'opérations.

Cette position du Hamas n'a pas duré longtemps, et la première opération martyre féminine pour le Hamas fut accomplie par Rîm Rayâshi en janvier 2004. Ce fut une surprise, et feu le cheikh Ahmad Yassine, le fondateur du Hamas et son chef spirituel, déclara alors : « le temps du djihad de la femme palestinienne vient de commencer ». Des proches du cheikh Yassine affirmèrent qu'il voulait exercer de la pression sur les Israéliens en leur disant que même nos femmes pouvaient se faire exploser dans vos figures. Dans la littérature du Hamas, la femme joue un rôle de support dans le djihad, elle est considérée comme responsable de l'éducation de la jeune génération, elle a un rôle de soutien et d'encouragement, et aussi un rôle dans l'enseignement et dans les soins médicaux durant les batailles et les guerres, entre autres.

Mais le rôle des femmes du Hamas s'est élargi et a pris d'autres dimensions plus profondes et plus globales. L'analyste politique Abdussatar Qassim dit à Ash-Sharq Al-Awsat : « Ils se basent sur les enseignements islamiques, et ce sont des enseignements qui incitent au travail pour l'intérêt public ». Selon Qassim, le mouvement du Hamas « est plus engagé et plus organisé que le mouvement du Fatah. Et il réussit mieux dans l'exploitation de toutes ses capacités ». Qassim souligne aussi que le Hamas est un mouvement dogmatique et discipliné, et qu'il a réussi à faire jouer à ses femmes un rôle axial et important. Il poursuit : « Elles ont redoublé d'efforts durant les dernières élections législatives. Elles ont animé des cercles d'études et d'orientation dans les mosquées et les différentes institutions, elles ont organisé des visites de terrain dans les communes, les villages et les camps ». Qassim insiste sur l'existence de deux raisons principales qui expliquent le succès des femmes du Hamas : le respect des enseignements de l'Islam, et le respect des consignes du mouvement. Et il ajoute qu'on ne peut pas comparer entre le Hamas et le Fatah, car le premier est un `tanzim` (*un système organisé et discipliné, ndt*), et le deuxième ne l'est pas.

Djamila Ash-Shanti, l'une des plus remarquables dirigeantes de la mouvance féminine du Hamas, et membre de l'assemblée législative, révèle l'existence d'un tanzim féminin dans le tanzim [du Hamas]. Elle déclare à Ash-Sharq Al-Awsat : « Nous avons notre tanzim, nous ne sommes pas des suiveuses au sein du Hamas, nous avons nos propres positions, nous nous opposons souvent aux hommes, nous n'acceptons pas tout, nous proposons,

nous planifions, nous décidons, nous débattons, et nous disons non et nous réalisons ce que nous considérons comme le plus adéquat ». Selon Ash-Shanti, il n'y a rien d'improvisé, d'ailleurs elle ne croit même pas qu'un travail sans organisation puisse réussir. Elle dit : « Nous sommes plus proches des gens que les femmes laïques. Nous sommes dans les mosquées, chez les martyrs et les blessés, dans les manifestations, dans les affrontements et dans la percée des frontières (en allusion à l'action de forcer le passage du Rafah entre Gaza et l'Égypte). Cependant Ash-Shanti n'y voit aucune nouveauté. Elle dit que c'est la voie du Hamas depuis toujours. Selon elle, le cheikh fondateur Ahmad Yassine travaillait sur le tanzim des hommes tout en suivant en parallèle le tanzim des femmes. En cela, Ash-Shanti veut dire que les femmes forment un tanzim indépendant qui a sa propre existence. Et elle cite comme exemple les préparations qui avaient précédé les élections législatives en déclarant : « Nos avons préparé notre plan global pour la campagne et les hommes ont préparé le leur. Et quand nous avons échangé les plans pour en prendre connaissance, ils ont découvert que le notre était meilleur ». En réponse à la question de savoir s'il y a une compétition avec les hommes. Elle dit : « Oui, mais c'est une compétition dans le cadre du mouvement unifié. D'ailleurs ils [les hommes] nous y encouragent ». D'autre part, Ash-Shanti est d'accord avec Dr. Qassim que l'Islam est le mobile et le moteur principal. Elle dit : « C'est ainsi que l'Islam nous a enseigné. Il nous demande d'entrer en communion avec les gens, leurs affaires, leurs problèmes et leurs soucis ». Et elle ajoute : « Nous, au Hamas, avons mis en pratique l'égalité réclamée par les laïcs. Nous, les femmes, asseyons avec les hommes aux niveaux politique et militaire, dans les assemblées de concertation et de prise de décisions et aussi dans les brigades d'Al-Qassâm. Nous avons également nos propres institutions que nous gérons seules ». Ash-Shanti attribue le soutien du Hamas à sa partie féminine à « la confiance considérable » que le mouvement avait accordée dès l'origine à ses femmes dans tous les domaines, et elle ajoute : « Nous ne sommes pas faibles dans le Hamas, nous avons nos décisions et nous avons nos positions ».

Selon Ash-Shanti, ce sont les femmes du Hamas qui ont fait évoluer le concept de « la mosquée ». Elle dit : « Toutes les femmes de tous les groupes viennent à la mosquée. La mosquée n'est pas qu'un lieu de prière et de prêches religieux, c'est aussi un centre pour organiser les réunions sur les questions politiques, culturelles, sociales et de santé, et aussi pour projeter des films vidéos. Nous l'avons transformé en un concept de « club » ». Ash-Shanti parle avec beaucoup de fierté de l'expérience de l'aile féminine à l'intérieur du Hamas et de leur capacité à former un « tanzim capable de faire changer les choses ».

Il est manifeste que la participation des femmes du Hamas ne se limite pas au travail populaire de mobilisation et d'orientation. Les femmes du mouvement suivent tout autant que les hommes, des entraînements militaires avancés dans les arts de combat. Il y'en a parmi elles des combattantes dans les brigades d'Al-Qassâm, le bras militaire du Hamas. Cependant, Ash-Shanti nie l'existence d'une armée militaire féminine comme on prétend, mais elle reconnaît que les femmes reçoivent des entraînements militaires pour être prêtes à affronter des situations imprévues, et elle affirme qu'il y a des familles entières qui suivent les entraînements, l'homme, son épouse, ses soeurs et ses filles, mais volontairement sans aucune contrainte.

C'est un constat que le Hamas insiste à affirmer qu'il estime, qu'il honore et qu'il se sent concerné par le rôle de la femme. Bien avant les élections législatives, le mouvement a sorti un communiqué à l'adresse de la population où il a déclaré : « Il est temps que la femme palestinienne joue son vrai rôle, et que la société reconnaisse l'importance de ses sacrifices et de ses efforts. Elle est la mère, la soeur, l'épouse et la fille qui forme les créateurs, les héros, les martyrs et les générations du futur. Le Hamas oeuvrera à ce que la femme ait son rôle dans l'assemblée législative, qu'elle soit à côté de l'homme dans la direction du combat contre l'ennemi, et qu'elle légifère les lois qui protégeront la femme et ses droits. Le Hamas combattra toutes les tentatives de marginalisation du rôle de la femme ou de le rendre superficiel ».

Et c'est effectivement ce qui s'est passé. Car le Hamas a veillé, avec beaucoup d'intelligence, à présenter comme candidates des personnalités académiques et influentes, et des épouses des dirigeants « martyrs » du mouvement, ce que les Palestiniens ont alors considéré comme un acte de loyauté et d'honneur du mouvement envers ses hommes et ses femmes qui se sont sacrifiés. Il était difficile d'entrer en compétition contre une femme comme Mariam Farhât, alors qu'elle était la mère de trois combattants du Hamas qui avaient été tués par les Israéliens, et alors que son fils lui avait laissé une vidéo d'adieu avant d'attaquer une colonie israélienne en tuant cinq Israéliens. Le Hamas se plaît à l'appeler « Al-Khansaa' de la Palestine » ou la « mère des martyrs » (*Al-Khansaa' bint Omar est une poétesse de la période pré-islamique convertie à l'Islam au temps du Prophète Mohammad. Elle est considérée comme la mère des martyrs, car après la mort de son quatrième enfant lors de la bataille d'Al-Qadissiyya, elle ne porta pas le deuil, remerciant plutôt Allah de l'avoir honorée de la mort martyre de ses quatre enfants, ndt*). Elle a d'ailleurs été filmée pour annoncer sa candidature aux élections en portant une arme.

Six femmes du Hamas ont gagné dans les élections. Quelques unes ont été désignées comme ministres, comme Mariam Sâleh qui était devenue ministre des affaires féminines avant que le gouvernement du Hamas n'ait été destitué suite aux combats à Gaza. Elle est aujourd'hui détenue en Israël avec d'autres collègues députés. Mais malgré la destitution du gouvernement et le contrôle du Fatah sur la Cisjordanie, le rôle des femmes du Hamas n'a pas régressé, mais a pris la forme des protestations contre l'autorité du Fatah. Elles se sont même accrochées avec les appareils de sécurité à Ramallah et à Nablous plus qu'une fois. Ces appareils de sécurité voient dans une femme comme Mouna Mansour, l'épouse de Djamâl Mansour, un important dirigeant du Hamas assassiné par Israël, une femme provocatrice qui oeuvre contre la stabilité en Cisjordanie.

Des femmes du Fatah reconnaissent qu'elles ne se sont rendues compte que tardivement du rôle de la mosquée dans la mobilisation des gens. Le Fatah était probablement confiant, comme le confirmaient certains de ses

membres, qu'il allait gagner les voix des femmes, en considérant qu'il portait le drapeau de la libération. Mais les voix sont allées pour le Hamas qui a une attitude plus stricte et qui respecte des recommandations plus contraignantes en ce qui concerne la tenue vestimentaire par exemple. Ainsi, il n'est pas possible de voir une femme du Hamas sans le foulard et sans la tenu officielle `al-djilbâb` (une sorte de manteau qui couvre tout le corps de la femme, ndt). Quelques unes portent aussi `al-niqâb` (une couverture du visage, ndt), et aucune ne serre pas la main aux hommes. Ash-Shanti dit que les laïcs ne comprennent pas l'islam, il n'est pas dur et notre rôle devient de plus en plus important, et nous allons donner une vraie image de l'islam. Ils [les laïcs] ne respectent pas leurs femmes comme le Hamas respecte ses femmes. Nous partons avant tout des convictions religieuses, dont la plus importante est de suivre la voie médiane, ce qui est une question que même des gens religieux peuvent ne pas comprendre.

Kifâh Zeboun

Vendredi 01 février 2008

Ash-sharq Al-Awsat

<http://www.aawsat.com/details.asp?section=45&article=456489&issue=10657>

## 5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 5 -1 Le sionisme : un projet politique explicite et sans changement.

Depuis la création de l'Etat d'Israël, les dirigeants, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont toujours exprimé avec beaucoup de clarté leur projet.

Il suffit pour s'en convaincre de lire les propos tenus par les premiers ministres successifs. Ils montrent à la fois une grande continuité dans la pensée et une évolution de la situation sur le terrain.

DAVID BEN GOURION

Premier Ministre 49-54 et 55-63

*« Nous devons expulser les Arabes et prendre leur place »*

(1937 Ben Gourion et les Arabes palestiniens Oxford University Press 1985)

*Ne nous cachons pas à nous-mêmes la vérité. Politiquement nous sommes les agresseurs et ils se défendent. Ce pays est le leur, parce qu'ils y habitent, alors que nous venons pour nous y installer et de leur point de vue nous voulons les chasser de leur propre pays.*

(Dans un discours de 1938 cité dans «Le Sionisme et les palestiniens » de Simha Flapan)

*Nous devons utiliser la terreur, l'assassinat, l'intimidation la confiscation des terres et la suppression des services sociaux pour débarrasser la Galilée de sa population arabe.*

(Mai 48 Ben Gourion, une biographie, de Michael Ben-Zohar, Delacorte, New-York 1978)

*Il y a eu l'antisémitisme, les Nazis, Hitler, Auschwitz, mais était-ce leur faute ? Ils ne voient qu'une chose, nous sommes venus et nous leur avons volé leur pays. Pourquoi l'accepteraient-ils ?*

(Cité par Nahum Goldmann dans le Paradoxe juif)

*Des villages juifs ont été construits à la place de villages arabes. Vous ne connaissez même pas les noms de ces villages arabes et je ne vous le reproche pas parce que les livres de géographie n'existent plus. Non seulement les livres n'existent plus mais les villages arabes non plus. Nahlal a été bâti à la place de Mahlul, le kibboutz Gvat à la place de Jibta, le kibboutz Sarid à la place de Hunefis et Kafar Yehushua à la place de Tal al Shuman. Il n'y a pas un seul espace bâti dans ce pays où il n'y avait pas auparavant une population arabe.*

(Dans le Paradoxe juif Weidenfeld et Nicolson- 1978)

*Si je savais qu'il était possible de sauver tous les enfants d'Allemagne en les transportant en Angleterre ou seulement la moitié d'entre eux en les transférant sur la terre d'Israël, je choiserais la seconde solution, car ce à quoi nous sommes confrontés n'est pas seulement le nombre de ces enfants mais la renaissance historique du peuple d'Israël*

(Dans « Ben Gourion » de Shabtai Teveth)

GOLDA MEIR

Premier Ministre 69-74

*Il n'y a pas quelque chose comme le peuple palestinien... Ce n'est pas comme si nous arrivions et les chassions de leur propre pays. Ils n'existent pas !*

(Sunday Times 15 Juin 1969)

*Comment pouvons-nous rendre les territoires occupés ? Il n'y a personne à qui les rendre !*

(8 Mars 1969)

*Quiconque s'exprime en faveur du retour des réfugiés arabes doit aussi dire comment il envisage de prendre cette responsabilité, s'il est intéressé par l'Etat d'Israël. Mieux vaut que les choses soient dites clairement et pleinement : « Nous ne laisserons pas faire ça !)*

(Discours devant la Knesset 1961)

*Ce pays existe comme accomplissement d'une promesse de Dieu lui-même. Il serait ridicule d'en demander la légitimité.*

(Le Monde 15 Octobre 1971)

## YITZHAK RABIN

Premier Ministre 74-77 et 92-95

« *Nous sommes sortis et Ben Gourion nous accompagnait. Allon répétait sa question « Que faut-il faire de la population palestinienne ? » Ben Gourion fit un geste de la main « Mettons les dehors ! »* »

(Mémoires de Rabin New York Times 23 Octobre 1979)

« *Dans les 10 ou 20 ans qui viennent, Israël va créer les conditions qui devraient susciter l'émigration des réfugiés de la bande de Gaza et de la rive Ouest du Jourdain. Pour y parvenir nous devons trouver un accord avec le roi Hussein et pas avec Yasser Arafat »* »

(New York Times 4 Avril 83)

## MENACHEM BEGIN

Premier Ministre 77-83

« *Les palestiniens sont des bêtes marchant sur deux jambes. »* »

(Amnon Kapeliouk « Begin et les bêtes » New Statesman 25 juin 82)

« *Le partage de la Palestine est illégal. Il ne sera jamais reconnu. Jérusalem était et sera pour toujours notre capitale. Le grand Israël sera restauré et rendu au peuple d'Israël. »* »

(Begin commentant le vote d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies)

## YITZHAK SHAMIR

Premier Ministre 83-84 et 86-92

« *Les précédents dirigeants de notre mouvement nous ont laissé le message clair de conserver le grand Israël de la mer au Jourdain pour l'immigration juive et pour le peuple juif qui se rassemblera en totalité sur cette terre. »* »

(Novembre 90- commémoration des anciens dirigeants du Likoud)

« *La colonisation de la terre d'Israël est l'essence du sionisme. Sans colonisation nous ne réussissons pas le sionisme. C'est aussi simple que ça ! »* »

(Interview dans Maariv 21 Février 97)

« *Les palestiniens devraient être écrasés comme des sauterelles ... leurs têtes écrasées contre les murs. »* »

(New York Times 1 Avril 88)

## BENJAMIN NETANYAHU

Premier Ministre 96-99

« *Israël aurait du exploiter la répression des manifestations en Chine, quand l'attention du monde était concentrée sur ce pays, pour mettre en œuvre des expulsions massives d'Arabes des territoires occupés. »* »

(Devant les étudiants de L'université de Bar Ilan dans Hotam 24 Novembre 89)

## EHUD BARAK

Premier Ministre 1999-2001

« *Les Palestiniens sont comme des crocodiles. Plus vous leur donnez de viande, plus ils en veulent... »* »

(Jérusalem Post 30 août 2000)

« *Si nous pensions qu'au lieu de 200 morts palestiniens, 2000 morts amènerait à la fin de la lutte nous frapperions plus fort »* »

« Associated Press- 16 Novembre 2000)

A une question posée par un journaliste de Haaretz « si vous étiez né palestinien, qu'auriez vous fait ?" il répond :  
"J'aurais rejoint une organisation terroriste »

## ARIEL SHARON

Premier Ministre 2001 .....

« *Il appartient aux dirigeants d'expliquer à l'opinion publique, avec clarté et courage, un certain nombre de faits que l'on oublie avec le temps. Le premier est qu'il n'y a ni Sionisme, ni colonisation ni Etat juif sans l'éviction des Arabes et sans l'expropriation de leurs terres »* »

(Ariel Sharon s'adressant aux militants du parti d'extrême droite, Tsomet, 15 Novembre 98- rapporté par AFP)

« *Tout le monde doit bouger, courir et s'emparer des collines palestiniennes pour pouvoir agrandir les colonies parce que tout ce que nous prenons maintenant restera nôtre. Tout ce que nous n'accaparons pas leur restera. »* »

(Même occasion que le précédent)

« *Chaque fois que nous faisons quelque chose, vous me dites que l'Amérique fera ceci.. ou fera cela ... Je vais vous dire une chose très claire : Nous, peuple juif, contrôlons l'Amérique et les Américains le savent. »* »

(Ariel Sharon répond à Shimon Pères le 3 Octobre 2001 sur Kol Yisraël Radio)

« *Israël a le droit de faire des procès aux autres, mais il est certain que personne n'a le droit de faire un procès au peuple juif et à l'Etat d'Israël »* »

(Ariel Sharon le 25 Mars 2001 sur BBC news on line)

La continuité est visible mais l'évolution du langage aussi.

Ainsi, Ben Gourion peut-il, avant la création de l'Etat, reconnaître avec une froide lucidité qu'il s'agit de mettre à la porte les Palestiniens lesquels n'ont aucune responsabilité dans le malheur du peuple juif. Il laisse donc entendre, sans que cela n'entame en rien sa détermination, que l'affaire sera délicate, mais il ne diabolise pas les Palestiniens. Ses successeurs, confrontés eux à la difficulté réelle de l'expulsion, basculent assez vite dans le discours raciste (Begin, l'ancien terroriste, sans doute le plus dangereux de tous) ou carrément dans la paranoïa (dernière citation de Sharon).

*posted by Supplice Tunisien @ 11:16 AM 0 comments*

*Wednesday, February 20, 2008*

---

## 5-2 Aviram Zino : augmentation du racisme en Israël.

L'Association des Droits Civiques israélienne publie un rapport annuel : celui-ci révèle que le pays est submergé par le racisme, les restrictions aux libertés individuelles, la discrimination, en particulier à l'encontre des Arabes israéliens. « Ce rapport ne nous surprend absolument pas », réagissent les députés arabes à la Knesset.

Le rapport de l'Association des Droits Civiques en Israël (Association for Civil Rights in Israel – ACRI) dresse un tableau sinistre : augmentation du racisme, restrictions aux libertés individuelles et discrimination s'exerçant jusqu'au sein de la Knesset : et encore, il se contente d'enlever la couche de venir, sans creuser plus profondément.

Publié samedi, ce rapport révèle que les jeunes israéliens sont bombardés d'images racistes et stéréotypées, et que leurs opinions se sont développées en conséquence : plus de deux-tiers des adolescents israéliens sont persuadés que les Arabes sont moins intelligents (qu'eux), ne sont pas cultivés et sont violents. Plus d'un tiers des adolescents israéliens ont carrément peur d'eux.

Le rapport devient encore plus sombre lorsqu'il cite un sondage sur le racisme, commandité par l'ACRI, et effectué en mars 2007. Ce sondage a montré que 50 % des Israéliens ayant accepté de répondre aux questions ont indiqué qu'ils n'accepteraient pas d'habiter dans un immeuble où vivraient des Arabes, ne se lieraient pas d'amitié avec des Arabes, ni ne laisseraient leurs enfants le faire, et ne permettraient pas à un Arabe d'entrer chez eux.

50 % des répondants ont également indiqué qu'ils pensaient qu'Israël devrait encourager ses citoyens arabes à émigrer.

Le racisme augmente, en Israël, indique le rapport : en 2006, il y a eu une augmentation de 26% des agressions racistes contre des Arabes, tandis que le sentiment général de haine à leur encontre avait redoublé.

### **Le renforcement d'une image négative (des Arabes)**

L'ACRI affirme que les médias ont joué un rôle essentiel en attisant les flammes, intensifiant le caractère négatif et terrorisant de l'image de l'Arabe.

La Knesset elle-même n'est pas à l'abri des foudres du rapport, puisqu'elle adopte des lois qui nient les droits des citoyens arabes d'Israël devant l'Assemblée, conditionne certains droits sociaux au service militaire, et exige de ses parlementaires arabes qu'ils prêtent serment en jurant allégeance à un Etat « juif ».

Le rapport consacre un chapitre spécial à la loi JNF, récemment adoptée, qui n'autorise la location de terres du Fonds National Juif [Jewish National Fund – JNF] – qui représentent 13 % de toutes les terres appartenant à l'Etat israélien – qu'aux seuls juifs.

D'après le rapport, les Arabes israéliens sont en butte à des contrôles au faciès incessants, qui font d'eux des menaces pour la sécurité ; ils génèrent des traitements dégradants et humiliants dans les aéroports et dans tous les lieux publics.

De plus, durant la Deuxième guerre du Liban, quelque 40 % des citoyens israéliens tués étaient des Arabes israéliens ; nombre de ces décès étant dus à un très grave manque d'abris. Néanmoins, la restauration et la fortification des villes arabes restent, d'après le rapport, ridiculement indigentes.

« Ce rapport ne m'a nullement surpris », nous a indiqué samedi dernier le parlementaire Mohammad Barakeh, secrétaire du parti Hadash.

« Personne ne peut jouer la surprise. Ces constats ne sont qu'un résultat naturel des ragots racistes des dirigeants politiques, ainsi que de la politique raciste mise en place et appliquée par les gouvernements israéliens successifs à l'encontre de la population arabe, tout au long des soixante années passées. »

« Un tel racisme », a ajouté M. Barakeh, « ne peut être soigné qu'en changeant la mentalité raciste du gouvernement israélien. »

« Le racisme est désormais la norme, dans la société israélienne », a indiqué le député à la Knesset Ahmad Tibi (du Ta'al, Liste Arabe Unie), qui a conclu : « Israël est pourri de racisme, jusqu'au trognon ! »

par [Aviram Zino](#)

traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

### 5-3 Jean-François Goulon : Les crimes de l'Etat juif : après le Liban, Gaza.

2 mars 2008

A l'heure où le Président Nicolas Sarkozy veut perpétuer la mémoire des petits Juifs français déportés et exécutés dans les camps Nazis — noble idée, mais totalement injuste au regard de toutes les autres victimes françaises de l'histoire —, où la télévision publique nous ressasse à l'envi les idées néofascistes ou néosionistes des néocons français, où le lavage des cerveaux est déjà entré dans sa phase d'essorage, l'Etat juif — Israël — commet sous nos yeux un nouveau massacre. Gaza se meurt dans l'indifférence générale.

Contrairement à ce qu'il est généralement enseigné dans les établissements scolaires français, l'Etat d'Israël n'a pas été reconnu par la Communauté Internationale en 1948, il a été auto-proclamé par David ben Gourion le 14 mai 1948. Ce n'est que le 11 mai 1949 qu'Israël est devenu le 59ème membre des Nations-Unies. Certes, le 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations-Unies avait adopté la résolution 181 prévoyant la création d'un Etat juif indépendant, dont les frontières étaient fixées ainsi (Projet de Partition) :

Mais ce territoire attribué au futur Etat juif ne satisfaisait pas les sionistes, en guerre pour la création d'Eretz-Israel (littéralement : le Pays d'Israël, mais il faut lire le "Grand Israël" — intégrant la Palestine, le sud du Liban, une partie de la Syrie, la Jordanie et une grande partie de l'Irak, jusqu'à l'Euphrate). Comme toujours, la conquête territoriale s'est faite par la guerre et il était nécessaire de provoquer les Arabes pour déclencher les combats permettant de conquérir plus de territoire. Le mandat britannique devant prendre fin, les Britanniques annoncèrent, en décembre 1947, qu'ils se retireraient de Palestine à compter du 15 mai 1948. Les Juifs, forts de leur supériorité militaire et de leur organisation, occupèrent la plupart des villes arabes de Palestine : Tibériade le 19 avril 1948, Haïfa le 22 avril, Jaffa le 28 avril, les quartiers arabes de la ville nouvelle de Jérusalem le 30 avril, Beit Shean le 8 mai, Safed le 10 mai et Saint-Jean d'Acre le 14 mai 1948... jour de l'auto-proclamation de l'Etat juif.

#### **Le terrorisme juif et le massacre de Deir Yassin**

Pendant toute cette période, les Juifs ont expulsé, exproprié, massacré et terrorisé les populations arabes de Palestine. Le bras armé sioniste était constitué de la Haganah (l'armée de conquête) et de l'Irgoun et du LEHI (les branches terroristes de l'entreprise sioniste, dirigées respectivement par Ménaïhem Begin et Yitzhak Shamir, tous deux futurs premiers ministres d'Israël). Voici ce que Ménaïhim Begin a révélé dans ses mémoires : "...à Jérusalem, comme ailleurs, nous fûmes les premiers à passer de la défensive à l'offensive... Les Arabes qui étaient terrorisés s'enfuyaient... la Haganah remportait d'autres victoires à l'occasion d'attaques sur d'autres fronts, tandis que les forces juives continuaient d'avancer à travers Haïfa comme un couteau dans du beurre..." Le massacre de Deir Yassin : "Pendant toute la journée du 9 avril 1948, l'Irgoun et les soldats du LEHI, de façon froide et préméditée, exécutèrent ce carnage ... Les attaquants 'alignèrent les hommes, les femmes et les enfants le long des murs et les fusillèrent...'... Le caractère impitoyable de l'attaque de Deir Yassin choqua autant l'opinion juive que l'opinion mondiale ; ce massacre sema la terreur et la panique parmi la population arabe ; et, dans tout le pays, ces populations civiles désarmées s'enfuirent de leurs maisons. *Simha Flapan, auteur israélien, "La Naissance d'Israël"*.

#### **La provocation pour conquérir plus de territoire : la guerre d'indépendance**

Les balivernes colportées par les "nettoyeurs de cerveaux" de tout poil visés plus haut prétendent que les Juifs durent repousser les hordes gigantesques de cinq pays arabes. Rien n'est plus faux ! En réalité, les pays arabes voisins sont entrés en guerre contre les Juifs dès la proclamation de leur indépendance, parce que ces derniers occupaient déjà les principales villes palestiniennes fixées par la partition et terrorisaient leurs populations. Qui plus est, le roi Abdallah de Jordanie avait fait la promesse aux Israéliens et aux Britanniques que ses troupes (la Légion Arabe, seule véritable force de combat parmi les armées arabes) éviteraient de se battre contre les colonies juives dans les territoires nouvellement occupés.

En 1948, l'entreprise sioniste a commis, en Palestine, des atrocités à grande échelle. Selon l'ancien directeur des archives militaires israéliennes, "Dans presque tous les villages que nous occupions pendant la guerre d'indépendance, des actes, définis comme crimes de guerre, tels que meurtres, massacres et viols, furent commis..." De son côté, l'historien israélien Uri Milstein, spécialiste de la guerre de 1948 et qui fait autorité, va plus loin en affirmant encore aujourd'hui : "chaque accrochage se terminait par un massacre d'Arabes". *Propos rapportés par Norman Finkelstein, "Image et Réalité du Conflit Israélo-Palestinien"*. Cette période de l'histoire est connue par les Palestiniens sous le nom de "Nakba" [la catastrophe], l'équivalent de la Shoah pour les Juifs.[1]

Aussi incroyable que cela est absolument véridique, les (ultra)sionistes se sont comportés en Palestine presque aussi horriblement que les Nazis en Europe, à l'exception des chambres à gaz et des fours crématoires. 750.000 Palestiniens ont dû fuir leurs terres et se sont réfugiés, qui au Liban, qui en Jordanie ou qui en Syrie.

## La reconnaissance d'Israël par l'ONU

La conférence de Lausanne débuta officiellement le 27 avril 1949. Le 12 mai, le Comité de Conciliation de la Palestine des Nations-Unies n'obtint son unique succès que lorsqu'il arriva à persuader les parties de signer un protocole sur une feuille de route en vue d'une paix complète... Pour la première fois, Israël acceptait le principe du rapatriement des réfugiés palestiniens et l'internationalisation de Jérusalem, mais, en fait, il ne s'agissait de leur part que d'un pur exercice de relations publiques dans le seul but de restaurer leur image internationale. Walter Eytan, le chef de la délégation israélienne, dit ceci : "Ma décision principale était de saboter le protocole du 12 mai, que nous n'avions signé que dans le seul but d'être admis à l'Onu. Si nous avions refusé de signer, cela aurait été immédiatement rapporté au Secrétaire Général et aux Etats membres". *rapporté par Illan Pappé, historien israélien, dans "La Fabrication du Conflit Israélo-Arabe, 1947-1951."*

Le préambule de cette résolution d'admission stipulait la clause de sauvegarde suivante : "Rappelant la résolution du 29 novembre 1947 (sur la partition) et celle du 11 décembre 1948 (sur les réparations et les indemnités), et prenant note des déclarations et des explications faites par le représentant du gouvernement israélien devant le Comité Politique ad hoc au sujet de l'exécution des dites résolutions, l'Assemblée Générale décide d'admettre Israël en tant qu'Etat membre des Nations-Unies".

Il faut bien comprendre qu'il s'agit là d'une condition, ainsi que d'une promesse d'exécuter les résolutions mentionnées. En aucune manière, il n'y était question que de telles exécutions soient assujetties à la conclusion d'une paix aux conditions fixées par Israël, ainsi que les Israéliens le revendiquèrent plus tard pour justifier leur refus de se plier à l'exécution de ces résolutions.

### La guerre de 1967 ou "Guerre des Six Jours"

Les terres conquises en 1948 ne suffisaient toujours pas aux sionistes, avides d'accaparer les terres des Palestiniens et d'autres peuples voisins. Les frontières d'avant 1967, désormais connues sous le nom de "ligne verte" allaient bientôt être enfoncées.

En six jours, Israël va conquérir le Sinaï (égyptien), Gaza, la Cisjordanie, le Plateau du Golan (Syrie), les fermes de Chebaa (Liban) et la Transjordanie (Jordanie). Selon les peroquets sionistes, Israël n'a fait que se défendre à l'attaque de ses voisins. Ecoutons un peu les acteurs israéliens de l'époque :

**Ezer Weitzman**, ancien commandant de l'armée de l'air, général et faucon réputé, affirma qu'il n'y avait pas de "menace de destruction", mais que l'attaque de l'Egypte, de la Syrie et de la Jordanie était néanmoins justifiée pour permettre à Israël "d'exister par rapport à la taille, l'esprit et la qualité qu'il incarne"

**Menahem Begin** fit la remarque suivante : "En juin 1967, nous étions de nouveau face à un choix. Les concentrations militaires égyptiennes dans les voies d'accès au Sinaï ne prouvaient pas que Nasser allait vraiment nous attaquer. Soyons honnêtes avec nous-mêmes : C'est nous qui avons décidé de les attaquer".

**Yitzhak Shamir** : "Je ne crois pas que Nasser voulait la guerre. Les deux divisions qu'il avait envoyée dans le Sinaï n'auraient pas été suffisantes pour lancer une offensive. Il le savait et nous le savions".

**Moshé Dayan**, le célèbre chef militaire qui donna l'ordre, en 1967, en tant que ministre de la défense, de conquérir le Golan rapporta que de nombreuses escarmouches avec les Syriens furent provoquées par Israël. Et les habitants des Kibboutzim, qui faisaient pression sur le gouvernement pour prendre le plateau du Golan, étaient moins motivés par des raisons de sécurité que par l'extension de leurs exploitations "Ils n'essayèrent même pas de cacher leur convoitise des terrains... Dans la zone démilitarisée où nous ne pouvions rien faire, nous avons prévu d'envoyer un tracteur pour labourer quelque endroit sachant d'avance que les Syriens se mettraient à tirer. S'ils ne tiraient pas, nous disions au conducteur d'avancer plus loin jusqu'à ce que les Syriens finissent par être énervés et tirent. Et après, nous utilisions l'artillerie et, encore plus tard, nous y ajoutions la force aérienne, et c'est ce qui c'est passé... Les Syriens, au quatrième jour de la guerre, ne constituaient plus une menace pour nous". *The New York Times*, 11 mai 1997.

**Moshé Dayan**, cité par le Premier ministre israélien Moshé Sharatt en 1955, "[Israël] doit considérer l'épée comme instrument principal, sinon unique, avec lequel il peut maintenir son enthousiasme à son plus haut et contenir ses tensions morales. Pour ce faire, il peut – non! il doit – inventer des dangers et, pour y parvenir, il doit adopter la méthode provocations/représailles... Et surtout, espérons une nouvelle guerre avec les pays arabes pour que nous puissions enfin régler nos problèmes et acquérir notre espace.

**David ben Gourion** : "Accepter la partition ne nous oblige pas à renoncer à la Transjordanie; on ne demande à personne de renoncer à ses idées. Nous sommes obligés d'accepter un Etat dans les limites territoriales fixées aujourd'hui. Mais ces frontières, selon les aspirations sionistes, concernent le peuple juif et aucun facteur extérieur ne pourra les limiter"

On Connaît la suite : Israël s'est retiré de la Transjordanie, puis du Sinaï à la suite des Accords de Camp David. En violation de la loi internationale, Israël a confisqué plus de 52% du territoire de la Cisjordanie et 30% de la bande de Gaza pour un usage militaire ou pour implanter des colonies juive. De 1967 à 1982, Le gouvernement

militaire d'Israël a démolé en Cisjordanie 1.338 maisons palestiniennes. Pendant cette période, plus de 300.000 Palestiniens ont été détenus sans procès, pour des durées variables, par les forces de sécurité israéliennes.

Depuis, la situation s'est encore aggravée et la colonisation progresse, notamment avec la construction du "Mur de la Honte", qui coupe nombre de Palestiniens de leurs terres.

### **Israël : Une verrue au Proche-Orient qui déstabilise la planète**

Le Lobby d'Israël contrôle non seulement Washington, mais aussi les principales capitales européennes. La France, qui maintenait jusqu'à l'année dernière quelques distances avec l'ultrasionisme, est passée dans l'autre camp.

On parle souvent de Lobby juif. Cette appellation, reprise par les sionistes pour faire valoir l'équation fallacieuse : antisionisme = antisémitisme, doit être écartée de tout débat. Le lobby qui tente de gangréner la pensée occidentale (et qui y parvient le plus souvent) est le Lobby d'Israël. C'est le lobby des politiciens de la droite israélienne (en général du Likoud) et des hommes d'affaires sans scrupules qui représentent les Barons Pillards d'aujourd'hui.

Ne comptez pas sur moi pour excuser les sales attentats terroristes perpétrés partout dans le monde par les fondamentalistes islamistes ou des excités "arabes" ! Mais mon propos, ici, est de condamner les exactions commises par Israël ou en son nom et elles sont suffisamment légion pour que l'on s'y attarde.

Les néosionistes ont des langues de vipères. Le mensonge est pour eux une quasi-religion d'Etat ... puisque les non-Juifs ne valent pas plus que du bétail ! Ne hurlent-ils pas à la ronde qu'Ahmadinejad (l'Islamiste fondamentaliste, approximativement élu démocratiquement à la tête de l'Iran) a dit qu'il fallait "rayer Israël de la carte" et qu'il cherche à obtenir l'arme nucléaire pour atomiser l'Etat hébreu ? Ce mensonge a été dévoilé et confirmé par des experts en farsi (la langue des Perses), dont quelques sionistes de poids.[2] Les menteurs sionistes ne prétendent-ils pas que les crimes antisémites progressent en France alors que cela est bien souvent un montage de toute pièce ? Par exemple, le Rabbin qui se poignarde lui-même (schizophrénie ?) ou la jeune femme du RER qui se tague elle-même des croix gammées sur le ventre...

Et le Hamas ! Régulièrement élu aux législatives palestiniennes, Ismail Haniyeh a été correctement appelé par Mahmoud Abbas à former un gouvernement. Malgré les nombreuses propositions de trêve de longue durée pour régulariser la situation entre la Palestine et Israël, émises tant par les plus radicaux (Khaled Meshal) que les plus modérés (Ismail Haniyeh)[3], les dirigeants israéliens ont arrêté arbitrairement un grand nombre d'élus du Hamas et renforcé l'Apatheid[4] contre les Palestiniens. Comme Moshé Dayan le disait déjà en 1955, Israël doit provoquer les Arabes pour conquérir *in fine* plus de terres...

Les criminels de guerre, Ehoud Barak, Ehoud Olmert, Matan Vilnai et consorts, n'attendent que cela pour, comme ils disent, faire subir une Shoah aux Palestiniens.

Que les Israéliens, dont le programme ne concerne que les seuls Juifs, se comportent ainsi, ne nous étonne plus ! Mais quid des Tony Blair, Nicolas Sarkozy, et autres Angela Merkel ? Nous cacheraient-ils quelque chose ? Certes, L'Union Européenne a condamné la "réaction disproportionnée" d'Israël aux provocations palestiniennes, en compagnie de l'artefact onusien Ban Ki Moon (en omettant de rappeler que ce sont les Israéliens qui ont, comme toujours, provoqué la situation).

### **Pétitions**

104 députés de l'Assemblée Nationale française et 33 Sénateurs ont signé une pétition réclamant la libération du soldat israélien enlevé par le Hamas, Gilad Shalit. Mais ces grands moralisateurs ont-ils jugé bon de signer une autre pétition, qui est en cours pour demander à Ban Ki Moon d'intervenir et de faire cesser les massacres perpétrés par Israël ? Le lien est

[Jean-François Goulon](#)

[1] Lire :

- [La Catastrophe Palestinienne. Hier et Aujourd'hui](#), par Sandy Tolan, TomDispatch.com
- [Qui donc a peur du lobby israélien ?](#), par Ray McGovern
- [Apporter la Mort et la Destruction aux Musulmans](#), par Paul Craig Roberts
- [Comment Israël manigance le Clash des Civilisations](#), par Jonathan Cook
- [Le Roi George](#), par Youri Avneri
- [Les Victimes de Rupert Murdoch](#), par Richard Neville
- [La connivence de l'Europe avec le lent génocide israélien](#), par Omar Barghouti
- [Les Palestiniens Doivent Payer le Prix de leur Choix](#), par Kathleen Christison

[2]

- [Perdus dans la traduction](#), par Jonathan Steele
- [DISCOURS DE MAHMOUD AHMADI-NEJAD](#), 61ème assemblée générale des Nations-Unies

[3]

- [Parlez au Hamas !](#), interview de Oussama Hamdan par Alastair Crooke
- [Le Hamas ramasse les armes dans le Nord de la Bande de Gaza](#), par Arnon Regular
- [Khaled Meshal : L'Occident ne nous comprend pas](#)
- [Nous ne vendrons pas notre peuple ou nos principes contre l'aide étrangère](#), par Khaled Meshal

[4] - [La politique d'Apartheid d'Israël est pire que celle de l'Afrique du Sud](#), par Jimmy Carter

- [Le consensus juif qui émerge en Israël : L'Apartheid](#), par Jonathan Cook

Publié le 4 mars 2008 avec l'aimable autorisation de Questions Critiques

Source : Questions Critiques

<http://questionscritiques.free.fr/...>